



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Arrêté n° PCICP2023072-0001

Arrêté préfectoral complémentaire relatif au stockage et à l'utilisation d'un produit classé sous la rubrique 4511 de la nomenclature des installations classées et à l'installation d'un atelier de séchage de la lécithine pour le site de la société SAIPOL, implanté sur le territoire de la commune du MÉRIOT

La préfète de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;

VU le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU le décret du 30 mars 2022 nommant Mme Cécile DINDAR, préfète de l'Aube ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 (modification apportés suite au sinistre « Lubrizol ») ;

VU l'arrêté ministériel du 16 juillet 2012 relatif aux stockages en récipients mobiles exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et présents dans un entrepôt couvert soumis au régime de l'enregistrement ou de l'autorisation au titre de la rubrique 1510 de cette même nomenclature ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du Livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09-0731 du 12 mars 2009, les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2015009-0014 du 9 janvier 2015, n° DDT-SG-2016109-0001 du 18 avril 2016, n° BENV2017136-0004 du 16 mai 2017, n° BECP2018004-0004 du 04 janvier 2018 et n° BECP2018219-0002 du 7 août 2018 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2023034-0001 du 3 février 2023 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI, secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le dossier de demande du 19 octobre 2020 portant sur le projet d'installation d'un atelier de séchage de la lécithine, complété par dossier reçu le 29 avril 2022 et le 11 juillet 2022 ;

VU le dossier de demande du 22 juillet 2021 portant sur le projet de stockage et d'utilisation d'un produit classé sous la rubrique 4511 de la nomenclature des installations classées (CHIMEC 6830), complété les 24 janvier 2022, 29 avril 2022 et 11 juillet 2022 ;

VU l'étude de danger mise à jour le 11 juillet 2022 ;

VU le rapport et les propositions du 13 décembre 2022 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 13 janvier 2023 à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet ;

VU l'avis du 26 janvier 2023 du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), au cours duquel le demandeur a pu être entendu ;

CONSIDÉRANT que la société SAIPOL a été régulièrement autorisée à exploiter des installations de stockage de liquides inflammables sur le territoire de la commune du MERIOT au titre des rubriques 4511 et 47XX ;

CONSIDÉRANT que la société SAIPOL relève du régime SEVESO seuil bas au titre de la rubrique 47XX de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation au titre de la rubrique 4511 des installations classées est supérieure à 200 t ;

CONSIDÉRANT que la nouvelle cuve de CHIMEC 6830 est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 (modification apportés suite au sinistre « Lubrizol ») ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prescrire l'actualisation de l'étude de dangers datée du 29 mars 2018 compte tenu des nouveaux produits utilisés et stockés sur le site ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation sont fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment celles relatives au CHIMEC 6830 et le séchage de la lécithine ;

CONSIDÉRANT que les 3 chaudières de 20 MW fonctionnent simultanément tous les mercredis matin lors des permutations et les jours de contrôle et ainsi l'établissement relève de la rubrique 3110 de la nomenclature des installations classées au titre de la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la liste des installations doit être mise à jour ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

TITRE 1 : Portée et conditions générales

Article 1 : Rubriques ICPE

Les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° BENV2017136-004 du 16 mai 2017 concernant la rubrique 4511-2 et autorisant la société SAIPOLE à exploiter sur le territoire de la commune du MERIOT, des installations de stockage de produits, sont abrogées et remplacées par les prescriptions suivantes :

Rubrique	Activité	Observations	Régime
47XX	Quantité détenue au titre d'une rubrique 47XX > seuil autorisation	En application de l'article R. 511-10 du code de l'environnement est classé seuil bas par dépassement direct du seuil de 500 tonnes	A
4510-2	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t		DC
4511-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 t Quantité seuil bas au sens de l'article R 511-10 : 200 t Quantité seuil haut au sens de l'article R 511-10 : 500 t	237,60 t d'hexane 13,80 t de Chimec 6830 soit 251,40 t Soumis à SEVESO Seuil bas	A
1434-2	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation.	1 poste de déchargement camions	A
1XXX	Données confidentielles La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t		NC
2160-1-a	Silos et installation s de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente	Silos de stockage de céréales et de tourteaux : graines : 6*10.000 m ³ tourteaux : 50.000 m ³	A

	ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532. le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³	boisseaux : 5*100 m ³ <u>Capacité totale : 110 500 m³</u>	
2240	Extraction ou traitement des huiles et corps gras d'origine animale ou végétale Installations de production industrielle réalisant l'extraction à l'aide de solvants inflammables	Extraction par solvant d'huile végétale : 1600 t/j neutralisation, semi raffinage d'huile végétale : 1 500 t/j Unité de production de EMAG (Ester Méthylique d'Acides Gras) : 900 t/j	A
2260-1	Broyage, concassage, criblage... des substances végétales et tous produits organiques naturels. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW.	Broyage, décorticage, trituration de céréales : 6 000 kW	E
2921-1-a	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure d'une puissance totale de 18 641 kW	E
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.	chaufferie générale BP : 3 * 20 MW soit 60 MW 2 groupes électrogènes : 3,5 et 0,04 MW puissance totale : 63,54 MW	A GF
3642.2	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 1.Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour ou 660 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an	Production d'huile alimentaire de tourteaux et de lécithine à partir de graines oléagineuses : 3300 tonnes par jour dont 1450 t d'huile végétale/j, 18 t/j de lécithine et 1650 t de tourteaux/	A
4330-2	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t.		DC

4734-2-c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution, quantité supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total.		NC
----------	--	--	----

A : Autorisation ; E : Enregistrement ; GF : Garanties Financières ; D : déclaration, DC : Déclaration avec Contrôle, NC : Non Classé

Statut SEVESO de l'établissement

L'établissement relève du statut SEVESO bas par dépassement direct pour les rubriques 47XX et 4511-1.

L'exploitant s'assure et peut vérifier à tout moment que les sommes Sa, Sb et Sc, définies à l'article R.511-11 du code de l'environnement calculées au regard des seuils haut, sont inférieures à 1 et que ses installations ne répondent pas à la règle de cumul seuil haut.

La liste des produits stockés sera conforme à celle définie dans l'étude de dangers. Tout changement de produit ou de mode de stockage devra être signalé et l'exploitant devra justifier que ces modifications sont compatibles avec les mesures de prévention et de protection existantes.

Article 2 : Consistance des installations autorisées

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n°09-0731 du 12 mars 2009 est complété de la manière suivante :

« L'établissement comprenant les installations classées et connexes est organisé de la manière suivante :

- 1 atelier de séchage de la lécithine,
- 3 réservoirs de stockage à fond incliné de 60 m³ soit 180 m³,
- 1 tour aéroréfrigérante de 638 kW,
- 1 citerne de stockage de CHIMEC 6830 de 15 m³. ».

Article 3 : Conduits et installations raccordées

L'article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral n° 09-0731 du 12 mars 2009 est modifié de la manière suivante :

« Les installations de combustion sont les suivantes :

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	combustible
1	1 chaudière BP	20 MW	Gaz naturel
2	1 chaudière BP	20 MW	Gaz naturel
26	1 chaudière BP	20 MW	Gaz naturel
4	Torchère	178 kW	Méthanol

»

Article 4 : Conditions générales de rejet

L'article 3.2.4. de l'arrêté préfectoral n°09-0731 du 12 mars 2009 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

«

N° de conduit	Hauteur en mètre	Rejet de fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimum d'éjection en m/s
1	40	1 chaudière au gaz naturel	18 332	9
2	40	1 chaudière au gaz naturel	18 332	9

26	40	1 chaudière au gaz naturel	18 332	9
----	----	----------------------------	--------	---

Les débits des effluents gazeux sont exprimés en mètres cubes par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). »

Article 5 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

L'article 3.2.5. de l'arrêté préfectoral n°09-0731 du 12 mars 2009 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

– à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs),

– à une teneur en oxygène (O₂) de 3 % pour les conduits de 1 à 4 et 20 % pour les autres.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n° 1	Conduit n° 2	Conduit n° 26	Conduit n° 5 à 25
Poussières	5	5	5	40
SO ₂	35	35	35	-
Nox en équivalent NO ₂	120	120	120	-
CO	100	100	100	-
HAP (1)	0,1	0,1	0,1	-
COV totaux exprimés en C	110	110	110	-
COVNM	-	-	-	-
CH ₄	-	-	-	-

(1) : au sens du présent arrêté, les HAP représentent l'ensemble des composés visés dans la norme NF X 43-329, soit benzo(a)anthracène, benzo(k)fluoranthène, benzo(b)fluoranthène, benzo(a)pyrène, dibenzo(a,h)anthracène, benzo(g,h,i)pérylène, indéno(1,2,3-c,d)pyrène, fluoranthène. ».

Article 6 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

L'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°09-0731 du 12 mars 2009 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les mesures portent sur les rejets suivants :

rejets n°1, 2 et 26 : 3 chaudières au gaz naturel de 20 MW :

Paramètre	Fréquence	Enregistrement	Méthodes d'analyses
Débit	Par calcul	Non	
O ₂	En continu	Oui	FDX 20 377
CO	En continu	Oui	
NO _x	En continu	Oui	FDX 20 361 et 363

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Article 9.2.1.2 fréquence
Débit	Annuelle
O2	Annuelle
CO	Annuelle
NOx	Annuelle

Une mesure des paramètres : SO2, poussières, COV et HAP sera effectuée une (1) fois par an.

La première analyse devra être effectuée dans les 6 mois après démarrage de la nouvelle chaudière basse-pressure de 20 MW (conduit n° 26).

rejets n° 5 à 25 : installations de dépoussiérage

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante :

Paramètre	Fréquence
poussières	Annuelle

La première analyse des paramètres SO2 et poussières sera effectuée tous les trois (3) ans.

Rejets d'hexane

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvant, mentionnant les entrées et sorties d'hexane de l'atelier d'extraction d'huile à l'hexane. Ce plan devra permettre la surveillance des émissions d'hexane au travers d'indicateurs mensuels de la quantité d'hexane consommée, de la quantité de graines traitées, de la quantité d'hexane contenue dans les produits et sous-produits, et de la quantification des émissions atmosphériques. Le plan de gestion est transmis tous les mois à l'inspection des installations classées avec les actions visant à réduire la consommation d'hexane et à limiter les émissions atmosphériques d'hexane. Un état récapitulatif des émissions canalisées et diffuses d'hexane est annexé.

Un bilan annuel des rejets d'hexane, chroniques ou accidentels, dans l'air, l'eau et ainsi que dans les déchets est transmis tous les ans à l'inspection des installations classées.

Rejets de méthanol

L'exploitant met en place une surveillance des émissions de méthanol au moyen d'indicateurs mensuels de la quantité de méthanol consommée, de la quantité de méthanol contenue dans les produits et les sous-produits, de la quantité de méthanol détruite par la torchère et de la quantité des émissions diffuses de méthanol. Les résultats de cette autosurveillance sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires et des actions visant à réduire la consommation et les émissions de méthanol.

Un bilan annuel des rejets de méthanol, chroniques ou accidentels, dans l'air, l'eau ainsi que dans les déchets, est transmis tous les ans à l'inspection des installations classées. »

Article 7 : Modalités de stockage et de dépotage du CHIMEC 6830

Le produit CHIMEC 6830 est toxique pour les organismes aquatiques et est donc dépoté, stocké et injecté sur des zones équipées de rétention suffisantes.

Le stockage est réalisé dans une cuve de 15 m³ soit une quantité maximale de 13,80 tonnes.

Le produit est maintenu à une température de consigne de 35 °C avec une alarme à 30 °C.

Le nombre de dépotages annuel du CHIMEC 6830 est limité au maximum pour limiter les émissions de COV lors de cette manipulation.

La cuve est équipée d'une sonde de niveau haut asservie à la fermeture d'une vanne pour maîtriser le risque de débordement. Un clapet antiretour ainsi qu'un capteur de pression sont présents au refoulement de la pompe de chargement.

La cuve est calorifugée avec un toit pour limiter l'élévation de température due aux facteurs extérieurs. Une sonde de température avec alarme sur seuil à 50 °C et des événements de respiration à l'atmosphère de la cuve sont installés.

La mise à la terre de la cuve et de la citerne est réalisée.

Le chargement/déchargement est limité à un seul camion lors de ces opérations et pour une durée limitée à une (1) heure maximum.

Article 8 : Atelier de séchage de la lécithine

L'exploitant met en œuvre un atelier de séchage de la lécithine.

Le sécheur est composé d'un corps double paroi chauffé à la vapeur avec une pression maximale de 6 bars.

Le sécheur est maintenu sous vide par un système d'éjecteur vapeur via un séparateur et un condenseur.

Les gommes humides de lécithine sont réchauffées par un échangeur à double enveloppe jusqu'à 90 °C avec de la vapeur à 3 bars de pression.

La lécithine est ensuite dirigée à une température de 60 °C vers les trois stockages inclinés et calorifugés de 60 m³ chacun.

Aucune activité de trituration, décorticage, broyage, concassage, etc, ne sera réalisée sur l'atelier.

Aucun produit classé n'est stocké sur place dans des quantités susceptibles de modifier le classement des rubriques du site.

Article 9 : Tour aéroréfrigérante

Une tour aéroréfrigérante est installée pour assurer le vide et refroidir la lécithine. La gestion des eaux de purge est assurée à l'identique des eaux de purge des tours aéroréfrigérantes existantes.

Les caractéristiques, les conditions de rejet et les valeurs limites d'exutoire sont identiques à celles des rejets des eaux de purge.

Article 10 : Etude de dangers

L'exploitant réalise l'actualisation de l'étude de dangers, conformément aux dispositions des articles R. 512-9 et R. 515-90 du code de l'environnement et des arrêtés ministériels d'une part du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, et d'autre part du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I du Livre V du code de l'environnement.

L'exploitant révisé et amende la version de l'étude de dangers du 29 mars 2018 pour répondre à ces exigences.

TITRE 2 : Publicité et exécution

Article 1 : Notification de l'arrêté et publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société SAIPOL représentée par monsieur Jérôme LANDREAT.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie du MERIOT pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, sera affiché par le maire de la commune du MERIOT dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de la concertation publique.

Il sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 2 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et les maires des communes susmentionnées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, au sous-préfet de l'arrondissement de Nogent-sur-Seine et au bureau interministériel de la défense et de la protection civile de la préfecture de l'Aube.

Fait à Troyes, le **13 MARS 2023**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.